

M. DAVIES (I.P.-E.) : Pas le salaire de M. Pottinger.

M. HAGGART : Je dis que le salaire de l'ingénieur en chef, M. Schreiber, ou une partie de son salaire, est mis au compte du service civil, dans les comptes de l'an dernier. Il y a eu les mêmes dépenses pour les canaux et la somme dépensée dans les bureaux, à Ottawa, est mise au compte de ces \$17,000, qui ont été votées pour les salaires de mes employés. Du temps de M. Mackenzie, ces dépenses n'étaient mises au compte d'aucun crédit en particulier. Je n'anticiperai pas, mais je suis certain, plus que certain, que les dépenses sous l'administration de M. Mackenzie....

M. MILLS (Bothwell) : N'anticipez pas.

M. HAGGART : Je suis certain qu'en 1878, les sommes dépensées dans les bureaux, à Ottawa, pour les chemins de fer et canaux, dépassaient celles qui y sont dépensées aujourd'hui.

M. McMULLEN : Le ministre peut-il me dire si M. Reid, du temps qu'il était au Nord-Ouest, contribuait au fonds de retraite ?

M. DALY : Je le crois. Il était un employé permanent, au même salaire qu'aujourd'hui, il avait même un salaire plus élevé, car il recevait \$600 en plus.

M. McMULLEN : Contribuait-il au fond de retraite ?

M. DALY : Il devait y contribuer ; il fait partie du service civil depuis 1880 ou 1881.

M. DEVLIN : Dois-je comprendre que le ministre du Revenu de l'Intérieur prétend que, grâce à ces agents d'immigration, des milliers de personnes, par année, viennent se fixer au Canada ?

M. DALY : J'ai dit que des milliers sont venus l'an dernier, et des milliers arrivent actuellement. Pas un convoi n'arrive à Calgary sans amener plusieurs immigrants.

M. DEVLIN : Dans quelle province sont-ils établis ?

M. DALY : Dans les Territoires du Nord-Ouest.

M. DEVLIN : Sont-ils tous des Canadiens revenant des Etats-Unis ?

M. DALY : J'ai dit qu'il y avait beaucoup de Canadiens ; il y a aussi des Anglais, des Ecossais, des Irlandais, des Allemands, des Scandinaves et très peu d'Américains ; tous appartiennent à la meilleure classe de colons.

M. DEVLIN : Le ministre peut-il dire quel est le pays européen qui fournit le plus de colons, actuellement ?

M. DALY : Autant que je puis me rappeler, cette année, jusqu'à la présente date, le plus grand nombre nous est venu d'Angleterre et d'Ecosse.

M. DEVLIN : Dois-je comprendre aussi que le gouvernement fédéral donne annuellement au gouvernement du Nord-Ouest \$220,000 pour l'instruction ?

M. DALY : Non. La question de l'instruction n'était pas en cause. La somme que j'ai mentionnée a été dépensée pour les écoles des Sauvages.

M. DEVLIN : J'ai compris que le ministre disait que cette somme avait été votée pour les fins de l'instruction en général, aux Territoires du Nord-Ouest.

M. DALY : Oh ! non, je parlais de l'administration des Affaires des Sauvages dans les Territoires du Nord-Ouest et le Canada en général, et en réponse à l'honorable député, j'ai dit que c'était là la somme totale payée pour les écoles des Sauvages. Il n'était pas du tout question des écoles du Nord-Ouest ; il n'en a pas été question ce soir.

Ministère de l'Agriculture..... \$53,512.50

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Quels sont ceux dont les noms sont mentionnés ?

M. FOSTER : Ce sont les surnuméraires qui sont dans le ministère depuis 8 ou 10 ans et qui deviennent permanents pour remplir des vacances causées par décès.

M. DEVLIN : Quel est le sous-ministre ?

M. FOSTER : M. Lowe.

M. MULOCK : Ne serait-il pas temps de le mettre à la retraite ?

M. FOSTER : Oh non ; il est encore jeune.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Je ne crois pas que l'opposition murmure quand vous vous déciderez à le mettre à la retraite.

Sir CHARLES HIBBERT TUPPER : Il jouit de toutes ses facultés.

M. DAVIES : En êtes-vous bien sûr ?

Ministère des Travaux publics..... \$51,055.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Au sujet de la démission de M. Berkeley Snow, qui je crois était un ingénieur dans son ministère, je voudrais savoir du ministre des Travaux publics pourquoi et quand il a été démis ?

M. OUMET : M. Snow a été remercié de ses services l'été dernier. Il avait été employé jusqu'à cette époque, et le travail qu'il avait à faire étant terminé, on ne lui en a pas donné d'autre.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Quel était ce travail ?

M. OUMET : Il copiait les plans de la rivière Saint-Jean, et ce travail étant terminé, il n'y avait plus d'ouvrage pour lui.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Y a-t-il eu des plaintes au sujet de sa compétence ?

M. OUMET : Non.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Le ministère en était certain ?

M. OUMET : Le ministère était certain que le travail qu'il faisait n'était d'aucune utilité.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Combien d'années a-t-il été employé à ce travail inutile ?